

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 27/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES MBTP

200, Z.I. Le Jasmin
73240 SAINT-GENIX-LES-VILLAGES

Références : 20220511-RAP-InspCarrieresMBTP_Champagneux-Georisques
Code AIOT : 0006101539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 11/05/2022, dans l'établissement CARRIERES MBTP implanté au lieu-dit "Le Pisseur" sur la commune de CHAMPAGNEUX (73240). L'inspection a été annoncée le 28/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES MBTP
- Lieu-dit "Le Pisseur" 73240 CHAMPAGNEUX
- Code AIOT : 0006101539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Par arrêté préfectoral du 07/01/2009, la société Carrieres MBTP SAS a été autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière de roches et éboulis calcaires dite "carrière de Champagneux" pour une durée de 19 ans (les 3 dernières années étant dédiées à la remise en état finale du site) avec une production annuelle maximale de 100 000 tonnes (production annuelle moyenne de 70 000 tonnes).

Une installation de traitement de matériaux est également présente sur site de même qu'une installation de pesée et des stocks de produits finis.

Le site de la carrière, implanté en bordure de la route départementale RD 1516, est surplombé par une barre rocheuse (falaises) naturelle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative ;
- Dispositions préliminaires (bornage, merlons périphériques) ;
- Conduite de l'exploitation (méthodologie d'exploitation/extraction) ;
- Sécurité de léboulis et des fronts de taille (surveillance des instabilités) ;
- Remise en état coordonnée ;
- Remblayage ;
- Prévention de la pollution des eaux ;
- Surveillance de la qualité des eaux souterraines ;
- Garanties financières ;
- Télédéclaration des déchets et émissions polluantes / Enquête annuelle carrière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « **avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « **susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « **sans suite administrative** ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réglementation générale	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 6.2	/	Sans objet
2	Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.5	/	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.4	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.4	/	Sans objet
6	Remise en état du site à l'avancement	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.4 et 8.1	/	Sans objet
7	Remise en état du site à l'avancement	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 8.2, 8.3 et 8.6	/	Sans objet
8	Remise en état du site à l'avancement	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 8.4	/	Sans objet
9	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 10.3.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Eaux Souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 16.5	/	Sans objet
11	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article Points 2, 4 et 5 de l'annexe V	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Réglementation générale	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 1	/	Sans objet
13	Réglementation générale	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 - Point V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux dernières visites d'inspection ont permis de mettre en lumière puis de confirmer le non respect de la méthodologie d'exploitation de l'éboulis telle que prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site. Le non respect de ces prescriptions pose aujourd'hui clairement la question de la stabilité globale des fronts supérieurs de l'éboulis dans un contexte, par ailleurs, de risque avéré de chutes de blocs depuis les falaises surplombant le site (risque plus ou moins marqué selon les secteurs).

Dans ce contexte, il est demandé à l'exploitant de justifier du bon dimensionnement des ouvrages de protection (merlons végétalisés) bordant le linéaire du site contigu à la route départementale.

Par ailleurs, l'inspection réalisée a mis en lumière un non respect du phasage d'exploitation en ce qui concerne la remise en état coordonnée du site à l'avancement de l'exploitation (remblayage de la partie inférieure de l'éboulis), de même qu'un non respect des prescriptions relatives à la remise en état des risbermes, des éboulis résiduels et des fronts de taille.

Enfin, l'exploitant doit justifier de la réalisation effective du suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines au droit du site ainsi que du renouvellement des garanties financières suite à l'actualisation du montant de ces dernières en mars 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réglementation générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions préliminaires – Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer: 1°) des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation; 2°) le cas échéant, des bornes de nivellement.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan de bornage lors de l'examen documentaire. De même, les constats visuels opérés sur site n'ont pas révélés la présence de bornes permettant de délimiter le périmètre ICPE autorisé ainsi que le périmètre d'extraction.
Observations : L'exploitant doit faire procéder, par un géomètre, au bornage du périmètre ICPE autorisé ainsi que du périmètre d'extraction (matérialisation sur site de la bande de retrait des 10 mètres).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des instabilités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'évolution de la stabilité de l'écaille rocheuse identifiée en limite nord du site fera l'objet d'un contrôle annuel par une entreprise Spécialisée. À l'issue de chaque visite sera émis un rapport de synthèse portant sur la stabilité de l'écaille. Selon les résultats obtenus, l'inspecteur des installations classées pourra modifier la fréquence des contrôles.</p>
<p>Constats : L'inspection documentaire conduite par le service d'inspection ICPE, en janvier 2019, pour le site Carrières MBTP de Champagneux, avait révélé le non-respect de la périodicité de suivi de l'évolution de la stabilité de l'écaille rocheuse identifiée en limite Nord du site (fréquence annuelle prescrite). Préalablement à la visite d'inspection conduite sur site en avril 2021, l'exploitant avait transmis, à la demande du service d'inspection, copie du rapport du bureau SAGE (du 02/04/2020) relatif au diagnostic géologique de cette écaille rocheuse réalisé en février 2020. Les conditions d'accès et d'observations sur site ainsi que l'absence d'instrumentation en place n'avaient cependant pas permis de réaliser des observations suffisantes pour un suivi visuel détaillé de cette masse. Toutefois, cette visite n'avait relevé aucune évolution récente de l'instabilité. Dans le prolongement de l'inspection d'avril 2021, l'exploitant a transmis un nouveau rapport SAGE daté d'août 2021 et intitulé " Etude d'instabilité du pilier Nord" relatif à un diagnostic des risques de chutes de blocs du pilier Nord ainsi qu'à la définition des mesures de surveillance. Ce nouveau document synthétise les résultats d'observations photogrammétriques et stéréoscopiques. A ce stade, l'aléa de départ du pilier est jugé faible sur 30 ans. Le bureau d'études émet par ailleurs des préconisations en terme de suivi topographique (mise en place de prismes topométriques avec suivi annuel pendant 4 ans puis à fréquence triennale si pas d'évolution remarquée) et photogrammétrique (nouvelle mesure dans 3 ou 5 ans). A la demande du service d'inspection, l'exploitant a transmis une note de synthèse datée du 01/04/2022. Dans ce document, l'exploitant acte la mise en place d'un suivi photogrammétrique par drone à fréquence annuelle et reste dans l'attente de compléments du bureau d'études SAGE pour statuer sur la mise en place d'un suivi topographique. L'exploitant envisage par ailleurs une modification des conditions d'exploitation du site visant à prononcer la cessation partielle de l'activité sur le périmètre Nord du site exposé aux aléas de chute de blocs. A ce jour, la fréquence annuelle de contrôle du pilier est respectée.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit transmettre une nouvelle note de synthèse au service d'inspection ICPE dès qu'il aura pris connaissance des conclusions du rapport SAGE à venir. Le cas échéant, la modification des conditions d'exploitation des activités du site devront faire l'objet d'une notification au préfet au travers d'un " Porter à connaissance" préalablement à leur mise en œuvre, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit être réalisée selon les principes qui suivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un merlon de protection le long de la RD 1516 dans le prolongement de l'ouvrage existant. Ce merlon sera réalisé dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté. <p>Ce merlon présentera, en parement amont, une élévation minimal de 4 m par rapport au niveau du carreau inférieur de la carrière afin de garantir l'arrêt des blocs provenant de l'éboulis.</p> <p>Ce merlon présentera, en parement aval, une élévation variant de 5 à 13 m par rapport au niveau de la RD 1516. Le talus sera profilé à 3B/2V.</p> <p>Afin de limiter l'impact visuel de la carrière, le parement aval sera végétalisé et des plantations arbustives à hautes tiges seront mises en place dès l'achèvement du merlon.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats visuels opérés le jour de l'inspection montrent l'existence d'un merlon bordant la RD 1516 en limite Est du site.</p> <p>Pour autant, la géométrie de ce merlon (largeur, hauteur) apparaît très hétérogène sur la longueur du linéaire. En effet, si la hauteur de ce dernier semble relativement importante au droit de la zone d'extraction, en revanche cette hauteur apparaît relativement faible aux abords de l'entrée du site (de part et d'autre du portail d'accès) notamment au regard du risque de chute de blocs identifié par l'étude ("Etude des risques de chutes de blocs et définition des mesures de protection" du 03/06/2021) réalisée, à la demande de l'exploitant, par le bureau d'étude géotechnique SAGE sur l'ensemble du linéaire de falaises surplombant la carrière.</p> <p>En séance, l'exploitant n'a par ailleurs pas apporté d'éléments justificatifs permettant d'attester du respect de cette prescription.</p>
<p>Observations : – Justifier du respect des prescriptions relatives à la géométrie du merlon de protection visé par le présent article.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Faire un point, notamment au regard des éléments du dossier, concernant la géométrie attendue du merlon en amont de la zone d'extraction et notamment au droit des secteurs périphériques à l'entrée du site. Transmettre une synthèse de cette analyse. – Justifier, au regard des conclusions de l'étude SAGE susvisée, du bon dimensionnement des ouvrages de protection (merlons) sur l'ensemble du linéaire du site bordant la RD 1516. – Le cas échéant, procéder à la mise en conformité des ouvrages sous un délai n'excédant pas deux mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation – Méthodologie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>> Réalisation au sein de l'éboulis (limite sud-ouest de l'emprise de la carrière) d'une piste d'accès desservant l'ensemble des gradins,</p> <p>> Prolongation du front de taille vers le sud-ouest en conservant la même géométrie de front (5 gradins supérieurs de 15 m de hauteur et 2 gradins inférieurs de 30 m de hauteur).</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, des pistes permettant l'accès à l'ensemble des gradins supérieurs sont existantes. pour autant, ces dernières sont très accidentées et encombrées par de nombreux blocs rocheux. Dès lors, un reprofilage de ces ouvrages serait indispensable pour pouvoir les emprunter avec des engins.</p> <p>Les éléments transmis par l'exploitant suite à la précédente visite d'avril 2021 (cartographies des profils des fronts d'exploitation réalisées en décembre 2020 par le bureau Covadis) attestent du respect du nombre de gradins supérieurs.</p> <p>L'examen cartographique montre que la hauteur des 4 gradins supérieurs est comprise entre 14.01 et 16.31 mètres. La hauteur du cinquième gradin (le plus haut) n'a pas été précisée, de même que la cote sommitale de l'exploitation limitée à 360 m NGF.</p> <p>Au jour du relevé géomètre, le gradin inférieur était positionné à une hauteur de l'ordre de 60 mètres par rapport au carreau inférieur (pour rappel la hauteur finale attendue est de 30 mètres pour chacun des deux gradins inférieurs).</p>
<p>Observations : - Préciser la hauteur du gradin supérieur n° 5.</p> <p>- Justifier du respect de la cote limite sommitale d'exploitation.</p> <p>- Respecter impérativement la méthodologie d'exploitation prescrite concernant la hauteur des gradins.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Géométrie des fronts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'angle de talutage de l'éboulis doit rester conforme à celui mis en œuvre sur le site lors des précédentes phases d'exploitation.</p> <p>L'angle d'inclinaison des talus n'excédera pas 40° afin de conserver les conditions d'équilibre conformément aux résultats de modélisation obtenus à l'aide du logiciel TALREN.</p> <p>Le profilage des fronts de taille sera réalisé en respectant les dispositions préconisées par l'étude BRGM de 1987 référencée 87 SGN 515 RHA. Cette étude préconise le maintien des pentes moyennes des fronts de taille à 1B/7,5V.</p> <p>Des risbermes de 7 m de largeur minimale sont conservées entre chaque gradin.</p>
<p>Constats :</p> <p>En l'absence de plan d'exploitation à jour (avec coupe des profils des fronts), les constats visuels opérés lors de la précédente visite en avril 2021 avaient révélés un supposé non-respect par l'exploitant de la méthodologie d'exploitation prescrite.</p> <p>L'exploitant avait alors été invité à justifier du respect de cette dernière.</p> <p>Par courrier en réponse du 21/07/2021 complété par un courrier du 27/09/2021, l'exploitant a transmis des plans en coupe de l'éboulis (bureau Covadis du 10/12/2020) et notamment une coupe matérialisant l'inclinaison des fronts de taille et la largeur des risbermes.</p> <p>L'examen cartographique de ce dernier document montre que le rapport H/V des fronts de taille varie de 1B/4V à 1B/9V.</p> <p>Le respect de l'angle d'inclinaison maximal des talus (soit 40°) n'a cependant pas été attesté.</p> <p>Concernant la largeur des risbermes, seule la risberme n° 1 (présente en partie basse de l'éboulis au dessus du gradin supérieur n° 1) respecte la largeur minimale prescrite de 7 mètres avec 7,46 mètres. Les autres risbermes présentent des largeurs trop faibles (comprises entre 4,56 mètres et 5,53 mètres).</p> <p>Dès lors, la pente intégratrice de l'éboulis s'en voit modifiée défavorablement (raidissement).</p>
<p>Observations : Le non respect par l'exploitant de la méthodologie d'exploitation représente une non conformité substantielle dans la mesure ou la stabilité globale de l'éboulis pourrait être remise en question.</p> <p>Aussi, il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions relatives a méthodologie d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.4 et 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement du carreau inférieur – Parcelles Nord du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.4 - Conduite de l'exploitation : Remise en état des parcelles situées au Nord du site qui ne sont plus exploitées, avec remblaiement pour blocage du pieds de talus, constitution d'un merlon et revégétalisation de l'ensemble.</p> <p>8.1 - Remblaiement du carreau inférieur – Parcelles nord du site : Les parcelles situées au nord de la carrière et exploitées dans le cadre de la précédente autorisation seront remblayées dès la deuxième années suivant la notification du présent arrêté et devront être remises en état dans un délai maximum de quatre ans. La remise en état consiste en : <ul style="list-style-type: none"> • remblaiement du carreau pour constitution d'une plate-forme à la cote 227 m NGF, • végétalisation d'un merlon de 3 m de hauteur en limite de plate-forme, • végétalisation de la plate-forme. </p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le prolongement de la précédente visite d'inspection, l'exploitant a, dans son courrier en réponse du 27/09/2021, attesté de la complète remise en état es parcelles situées en limite Nord du site. Cependant, l'exploitant a précisé que la remise en état, telle qu'elle a été conduite, ne respecte pas les exigences fixées par l'arrêté préfectoral. En effet, le remblayage réalisé sur ce secteur dépasse la cote de 227 m NGF.</p> <p>Les constats opérés sur site montre la présence de deux merlons végétalisés (naturellement ?), le premier étant localisé en bordure de la RD 1516 et le second en pied d'éboulis et semblant faire office de piège à cailloux.</p> <p>Pour autant, à ce jour l'exploitant n'a pas attesté du respect de la hauteur minimale de 3 m du merlon implanté en limite de la plateforme Nord.</p>
<p>Observations : - Compte tenu du non respect des prescriptions relatives à la remise en état des parcelles situées en limite Nord du site, l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les modifications intervenues dans le cadre de la remise en état du secteur Nord de la carrière, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement.</p> <p>- L'exploitant doit par ailleurs attester, au travers de ce même document et sur la base d'un rapport réalisé par un bureau d'études spécialisé, de la capacité des ouvrages aujourd'hui en places (2 merlons) à protéger les usagers de la voirie bordant le site, d'un risque d'atteinte par des chutes de blocs.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 8.2, 8.3 et 8.6
Thème(s) : Risques chroniques, Végétalisation des risbermes et éboulis résiduels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>8.2 - Remblaiement du carreau inférieur – Parcelles centrales et ouest : Sur le reste du site, le remblaiement se fera sur la partie inférieure du front de la carrière afin de masquer à terme le 1er gradin inférieur dans sa globalité et une partie du second gradin. La côte sommitale du remblai se situera à 260m NGF.</p> <p>Le remblaiement se fera tout au long de l'autorisation et en fonction de l'évolution des fronts de taille en cours d'exploitation.</p> <p>8.3 - Végétalisation des risbermes et des éboulis résiduels : Les talus de remblais, les éboulis et les risbermes des gradins supérieurs seront végétalisés avec des essences locales. Des matériaux terreux seront étalés sur les risbermes afin de faciliter la reprise des plantations arbustives. Certaines risbermes seront irrégularisées et des zones d'éboulis créées afin de faciliter le passage de la faune.</p> <p>8.6 - Remblayage – Admission de déchets inertes : [...] Le remblayage a lieu sur la partie inférieure du front de taille conformément aux dispositions prises dans le dossier de demande d'autorisation et selon une progression définie sur les plans de phasage joints en annexe du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué à l'article 8.6 susvisé, le dossier prévoyait une remise en état coordonnée à l'avancement de l'exploitation, par remblayage de la partie inférieure du front de taille au moyen de déchets inertes. Le plan de phasage d'exploitation associé prévoyait notamment la mise en remblai de déchets en partie basse d'un secteur situé au centre du site (phase 6/10 ans).</p> <p>Les constats visuels opérés sur site témoignent d'un retard manifeste du remblayage sur ce secteur au regard du plan de phasage susvisé. L'exploitant a précisé que, compte tenu du retard pris dans l'exploitation du gisement (tonnage annuel moyen extrait inférieur au tonnage annuel moyen autorisé (à savoir 70 000 tonnes/an), il n'a pas été possible de dégager suffisamment d'emprise au sol pour respecter le programme de remblayage prévu initialement.</p> <p>Par ailleurs, les constats visuels opérés sur site semblent indiquer une non conformité s'agissant de la remise en état, à l'avancement de l'exploitation, des éboulis et des risbermes des gradins supérieurs (absence de matériaux terreux et de plantations arbustives anthropiques).</p>
<p>Observations : - L'exploitant doit identifier les volumes mis en remblai à ce jour sur les divers secteurs du site et les comparer aux volumes attendus au regard du plan de phasage prescrit. Une synthèse de cette étude doit être transmise au service d'inspection accompagnée d'éléments de contexte et de perspective (modification envisagée, plan d'action...).</p> <p>- L'exploitant doit justifier du respect des prescriptions relatives à la remise en état coordonnée du site. A cet effet, il doit transmettre un rapport de synthèse faisant état des actions réalisées et le cas échéant, des actions non encore réalisées à ce jour et restant à conduire. L'exploitant justifiera le cas échéant des écarts relevés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Remise en état du site à l'avancement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Vieillissement artificiel des fronts de taille
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fronts rocheux feront l'objet d'un traitement spécifique permettant d'accélérer le phénomène de vieillissement naturel de la roche et ainsi rendre plus rapidement la coloration initiale des fronts.
Constats : Lors de la visite, il n'a pas été constaté la réalisation d'opération visant à accélérer le vieillissement naturel de la roche des fronts supérieurs de l'éboulis. L'exploitant n'a par ailleurs pas attesté de la réalisation effective de cette opération.
Observations : L'exploitant doit se positionner sur sa capacité à conduire le traitement prescrit compte tenu de l'avancement de l'exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 10.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 10. 3.2 - Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) Le rejet des eaux est autorisé dans le contre-canal du Rhône. Ces eaux doivent préalablement transiter dans un bassin de décantation d'un volume minimal de 800 m3 implanté dans l'emprise de la carrière, avant d'être rejetées dans l'ouvrage existant situé sous la RD 1516 et rejoignant le contre-canal du Rhône.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de remettre en œuvre un bassin de décantation en partie basse du site, cet ouvrage ayant été tout simplement supprimé et les eaux s'infiltrant directement sur le carreau de la carrière. Le jour de la visite, la présence d'un nouveau bassin de décantation a été relevée. Pour autant, l'exploitant a indiqué qu'aujourd'hui, compte tenu du faible volume d'eau capté par l'ouvrage, il n'y a plus de rejet à l'extérieur du site car les eaux s'infiltrèrent dans le sol, sur site, directement depuis le fond du bassin de décantation. Dès lors, l'exploitant a indiqué ne plus faire de mesure de la qualité des eaux. Le jour de la visite, ce bassin de décantation était à sec.
Observations : Ce mode de fonctionnement n'est pas conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Aussi, l'exploitant doit notifier au préfet cette modification des conditions d'exploitation, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Un plan présentant la zone d'implantation de l'ouvrage, ses volumes et dimensions ainsi que le réseau de collecte permettant son alimentation doit être transmis par ailleurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 16.5
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux Souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>16.5 - Suivi de la qualité des eaux souterraines :</p> <p>[...] Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont au minimum : le pH, la température, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES), les hydrocarbures, les sulfates (SO42-), le fer total (Fe), les BTEX (benzène, toluène, éthyl-benzène et xylènes), les COHV (composés organo-halogénés volatils) et les métaux lourds. Ces analyses sont réalisées par un laboratoire compétent. Pendant l'exploitation, l'exploitant effectue au minima une surveillance semestrielle, du niveau des eaux souterraines et de la qualité de ces eaux, en période de hautes et basses eaux.</p> <p>Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).</p> <p>En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures suivantes sont mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée, • communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée. <p>Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant jusqu'à la cessation d'activité dans les formes prévues à l'article R.512-74 du code de l'environnement susvisé. En fonction du résultat du suivi des eaux souterraines pendant la phase d'exploitation, le préfet pourra imposer un suivi de ces éléments pendant une durée déterminée après le dernier apport de déchets.</p>
<p>Constats : En 2019, l'exploitant a fait procéder à l'implantation de deux nouveaux piézomètres aux mêmes emplacements que précédemment.</p> <p>Suite à la précédente visite d'inspection et à l'examen des documents de suivi 2018, 2019 et 2020, il avait été demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter la fréquence de surveillance des eaux souterraines prescrite à minima; - Justifier de la réalisation du nivellement des nouveaux ouvrages piézométriques par un géomètre, tel que demandé depuis 2 ans par le bureau Antéa Group; - Transmettre un bilan plus approfondi des résultats du suivi piézométrique des eaux souterraines, de même qu'une recherche plus poussée des causes possibles, compte tenu des variations enregistrées sur certains des paramètres analysés. <p>Par courrier en réponse du 27/09/2021, l'exploitant avait attesté de la réalisation du nivellement des ouvrages piézométriques et avait par ailleurs précisé qu'une communication avait été réalisée auprès du bureau Antéa Group afin de réaliser un bilan plus approfondi des résultats de suivi précités.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas attesté de la réalisation du suivi de la qualité des eaux souterraines sur l'année 2021 et n'avait toujours pas transmis le bilan évoqué supra.</p>
<p>Observations : - Justifier de la réalisation, à fréquence semestrielle, du suivi de la qualité des eaux souterraines sur l'année 2021 et le premier semestre 2022 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transmettre le bilan des résultats du suivi piézométrique des eaux souterraines et du résultat des recherches des causes possibles inhérentes aux variations enregistrées sur certains des paramètres précédemment analysés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article Points 2, 4 et 5 de l'annexe V
Thème(s) : Risques chroniques, Cautionnement solidaire et actualisation des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 01/02/1996 et porte sur une durée minimum de 5 ans.</p> <p>4. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières en notifiant la situation de l'exploitation et l'achèvement de le fin de réaménagement de la dernière phase d'exploitation 6 mois au moins avant le terme de chaque échéance.</p> <p>5. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières :Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte-tenu de l'évolution de l'indice TPO1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la précédente visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant d'actualiser le montant des garanties financières prescrites au regard du phasage d'exploitation en cours et de l'évolution de l'indice TP 01.</p> <p>Dans un document du 22/03/2022, l'exploitant a présenté le calcul de l'actualisation du montant de ses garanties financières. ces dernières s'élèvent aujourd'hui à 145 172 euros.</p> <p>Or, l'administration dispose à ce jour d'un acte de cautionnement du 01/02/2019 à échéance du 07/01/2024 pour un montant de 80 978,73 €. Ce montant ne couvre pas le montant réactualisé au regard notamment du décalage du phasage d'exploitation et a par ailleurs été établi pour le compte de la société MBTP-BOSVET.</p>
Observations : Transmettre au préfet un document établissant le renouvellement des garanties financières au regard de l'actualisation du montant de ces dernières et pour le compte de la société "Carrières MBTP".
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'autorisation porte sur les activités suivantes :</p> <p>– Rubrique 2510-1 (Autorisation) : Exploitation de carrières Surface totale de l'emprise de la carrière : 10 ha dont 3,4 ha en extension. Production moyenne annuelle : 70 000 tonnes Production maximale annuelle : 100 000 tonnes</p> <p>– Rubrique 2515-1 (Autorisation) : Traitement de matériaux (broyage, concassage, criblage) de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels : Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation de 344 kW</p>
<p>Constats : Le jour de l'inspection, le site n'était pas en activité. Les opérations d'extraction du gisement sont réalisées par campagne et l'exploitant disposait au jour de la visite d'un stock résiduel de matériaux à commercialiser. De plus, suite à la prise en compte par l'exploitant du risque de chutes de blocs depuis l'éperon rocheux localisé en falaise, au Nord du site, le bungalow dédié à la réception des clients a été définitivement retiré. L'accueil des clients associés aux opérations de négoce de matériaux a été relocalisé sur le site MBTP de Brégnier-Cordon (01). De même, l'activité de traitement de matériaux précédemment réalisée au moyen de l'installation fixe implantée sur site a été supprimée. L'installation demeure cependant toujours sur site dans l'attente d'être cédée. Aussi, à ce jour, seule l'activité liée à la rubrique 2510 de la nomenclature ICPE demeure exploitée sur site. Par ailleurs, dans le cadre de la gestion globale du risque de chute de blocs depuis les falaises surplombant le site (risque naturel), l'exploitant indique avoir engagé une réflexion concernant une possible réorganisation de son activité (délocalisation des stocks, traitement des matériaux (concassage) par campagne au moyen d'un groupe mobile...).</p>
<p>Observations : L'exploitant doit tenir informé le service d'inspection des modifications qu'il envisage de conduire concernant la réorganisation des activités du site.</p> <p>Le cas échéant, ces modifications devront faire l'objet d'une notification préalable au préfet, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 - Point V
Thème(s) : Risques chroniques, Enquête annuelle carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : V. L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.
Constats : L'exploitant a procédé à la télédéclaration annuelle de l'ensemble des données relatives à "l'enquête annuelle carrière" sous l'applicatif GEREP. Ces éléments ont fait l'objet d'une analyse de la part du service d'inspection ICPE puis d'une validation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet